

SOCIALISME, COMMUNISME ET SYNDICALISME EN ALLEMAGNE DEPUIS 1875

Séance 1

Socialisme
Communisme
Syndicat
Marx
Lassalle



R Kohler, 1886, La grève

1871 restauration du Reich à Versailles

Autorisation des « coalitions ouvrières »



Le Parti socialiste ouvrier allemand devient le SPD en 1890.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; l'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes. [...] L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire.

Partant de ces principes, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'État libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain des salaires¹ par la destruction du système du travail salarié, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, bien qu'il agisse tout d'abord dans le cadre national, a conscience du caractère international du mouvement ouvrier.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, pour préparer les voies à la solution de la question sociale, l'établissement de sociétés ouvrières de production avec l'aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple travailleur.

Le programme de Gotha, 1875.

1. Principe défini par Ferdinand Lassalle : comme les ouvriers se font concurrence pour être embauchés, les salaires chutent.

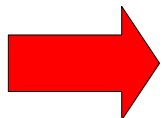
Karl Marx critique le programme de Gotha (1875)

On remplace la lutte des classes existante par une formule creuse de journaliste : la « question sociale », à la « solution » de laquelle on « prépare les voies ». Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, « l'organisation socialiste de l'ensemble du travail résulte » de « l'aide de l'État », aide que l'État fournit aux coopératives de production que lui-même (et non le travailleur) a « suscitées ». Croire que l'on peut construire une société nouvelle au moyen de subventions de l'État aussi facilement qu'on construit un nouveau chemin de fer, voilà qui est bien digne de la présomption de Lassalle !

Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Trad. S. Dayan-Herzbrun, J. Ducange, Éditions sociales, 2008.

Résultats [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

Famille politique		Parti	Voix			Sièges ¹		
			environ	%	comparées à 1874	nb	%	comparés à 1874
Conservateurs		Conservateur	526 000	9,7	+2,8	40	10,1	+19
		Conservateur libre	427 000	7,9	+0,7	38	9,6	+6
Libéraux	Droite	National-libéral	1 470 000	27,2	-2,5	128	32,2	-26
		Autres libéraux	135 000	2,5	+1,5	13	3,3	+7
	Gauche	Progressiste	418 000	7,7	-0,9	35	8,8	-14
		Populaire	45 000	0,8	+0,4	4	1,0	+3
Catholiques		Zentrum	1 341 000	24,8	-3,1	93	23,4	+2
Socialistes		Sociaux-démocrates (SDAP)	493 000	9,1	+2,3	12	3,0	+3
Minorités nationales		Welf	85 000	1,6	+0,2	4	1,0	±0
		Polonais	216 000	4,0	+0,2	14	3,5	±0
		Danois	23 000	0,4	-0,3	1	0,3	±0
		Alsace-Lorraine	200 000	3,7	-0,8	15	3,8	±0
		Divers	22 000	0,4	-0,6	-	-	±0
Total			5 401 000	100		397	100	



Die deutsche Sozialversicherung steht in der ganzen Welt vorbildlich und unerreicht da.

Die Krankenversicherung

Ist seit ihrer Einführung im Jahre 1885 rund 18 Millionen Menschen zugute gekommen. Seit der Reichversicherungsordnung von 1911 erstreckt sie sich sogar auf etwa die doppelte Anzahl.



1885 1900 1913

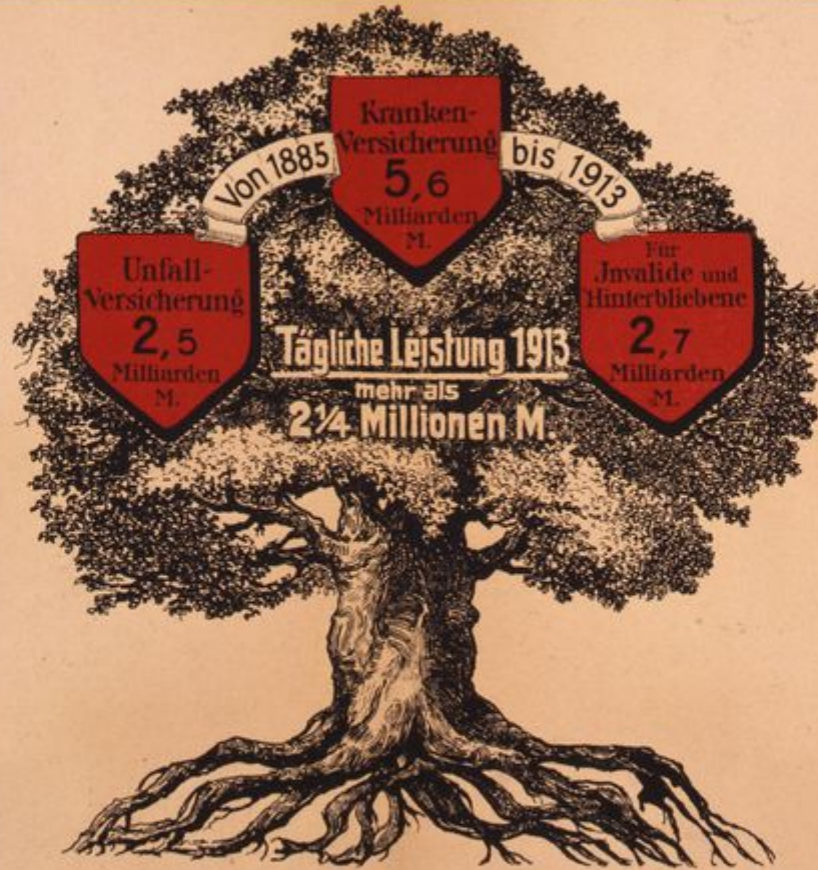
Für ärztliche Hilfe und Medikamente wurden 1885 18 Millionen Mark aufgewendet, dagegen im Jahre 1913 171 " "

Invaliden-Fürsorge

16 Millionen Invaliden der Arbeit wurde in den Jahren von 1893 bis 1913 eine Summe von 1805 Millionen Mark ausbezahlt.



Neben der Unterstützung im Invaliditätsfall hat Deutschland durch den Gewerbeschutz auch vor-
beugend Grosses geleistet.



11 Milliarden Mark
wurden in der deutschen Arbeiterversicherung-Sozial-
fürsorge- in der Zeit von 1885 bis 1913 aufgewendet.

Krankenversicherung 1912 in	Deutschland	England	Frankreich
Beiträge in Millionen Mark	464	besitzt ähnliche	41
Leistungen " " " "	426	Einrichtungen	24
Verhältnis von Leistung zu Beitrag	92%	erst seit Mitte	59%
Leistung pro Fall in Mark	65	1912	40

Altersversicherung

Seit der Errichtung dieses Zweiges der Sozialversicherung hat das Alter auch für den besitzlosen Arbeiter seine Schrecken verloren.



450 1/2 Millionen Mark kamen in der Zeit von 1891 bis 1913 528 000 Altersrentnern zugute. Versichert sind 16 Millionen.

Hinterbliebenen-Fürsorge

ist ein neuer Zweig der Arbeiter- und Angestellten-
Fürsorge (Seit 1912)

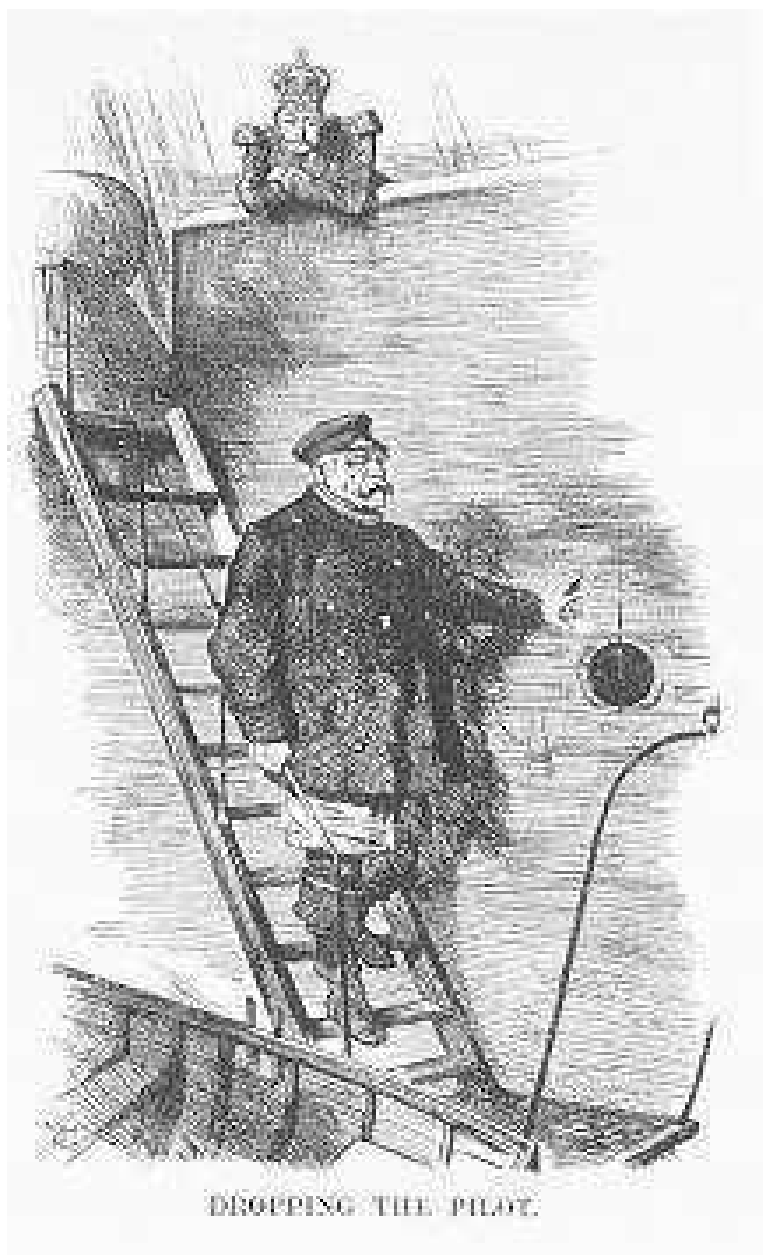


Alle diese Massnahmen haben zu vermehrter Arbeit-
freudigkeit und Leistungsfähigkeit der deutschen
Arbeiterschaft geführt.

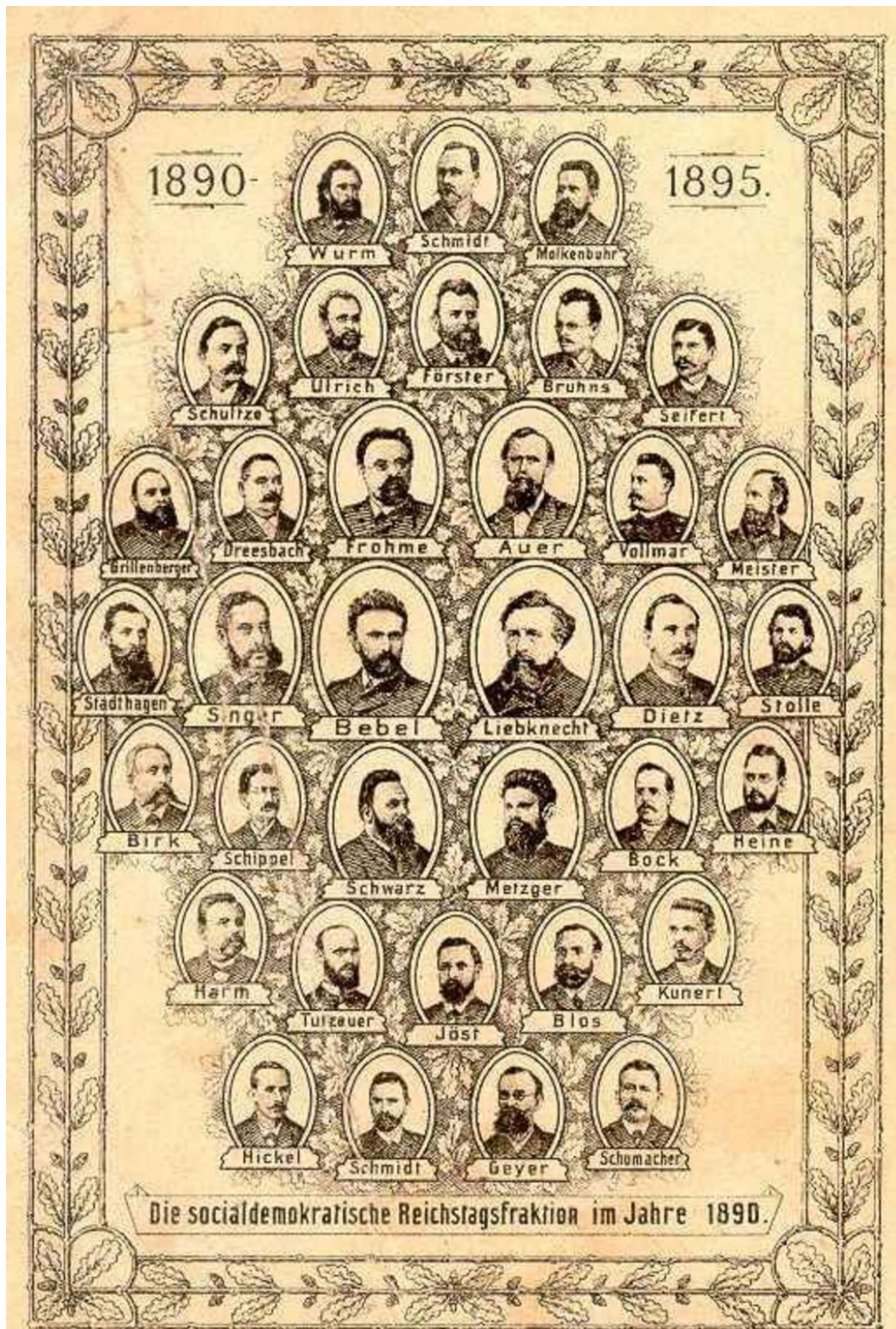
© gabystoria



Guillaume II et sa famille 1891



DROPPING THE PILOT.



1890-

1895.

Wurm Schmidt Molkenbahr

Schulze Ulrich Förster Bruhns Seifert

Grillenberger Dreesbach Frohme Auer Vollmar Meister

Stadhagen Singer Bebel Liebknecht Dietz Stolle

Birk Schippel Schwarz Metzger Bock Heine

Harm Tutzauer Jöst Blos Kunert

Hickel Schmidt Geyer Schomacher

Die sozialdemokratische Reichstagsfraktion im Jahre 1890.



On a prétendu que j'aurais cessé de croire que le prolétariat puisse un jour conquérir le pouvoir économique et politique. Cette assertion est fautive. J'ai simplement nié que l'effondrement de la société bourgeoise soit proche [...]. Les partisans de cette théorie apocalyptique invoquent à leur appui le *Manifeste du Parti communiste* [...]. Pourtant la situation économique ne s'est pas aggravée comme l'avait prédit le *Manifeste*. Le nombre de possédants n'a pas diminué, il s'est accru. La richesse sociale, en se multipliant, ne s'est pas concentrée entre les mains de quelques magnats que la théorie voulait de moins en moins nombreux. La classe des capitalistes s'est au contraire développée à tous les niveaux. Et si les classes moyennes ont évolué, elles n'en ont pas pour autant disparu. [...] Dans le domaine politique, nous voyons les privilèges de la bourgeoisie capitaliste s'effacer peu à peu devant les progrès des institutions démocratiques. Et la démocratie, ainsi que les pressions accrues du mouvement ouvrier, en viennent à contrecarrer l'exploitation capitaliste. [...] Et si l'on songe encore en Allemagne à freiner l'action syndicale, il faut y voir une preuve que ce pays est en retard, et non en avance sur l'évolution. En se démocratisant, les institutions des nations modernes rendent les catastrophes beaucoup moins probables et nécessaires.

Eduard Bernstein, *Les Prémisses du socialisme*, 1899

3 Le rôle des organisations syndicales selon Rosa Luxemburg

[*La principale fonction des syndicats*] consiste à permettre aux ouvriers de réaliser la loi capitaliste des salaires, c'est-à-dire la vente de la force de travail au prix conjoncturel du marché. [...] Mais ces conjonctures elles-mêmes, c'est-à-dire d'une part la demande de force du travail déterminée par l'état de la production, et d'autre part l'offre de force de travail créée par la prolétarianisation des classes moyennes et la reproduction naturelle de la classe ouvrière, enfin le degré de productivité du travail sont situés en dehors de la sphère d'influence des syndicats. Aussi ces éléments ne peuvent-ils pas supprimer la loi des salaires. Ils peuvent, dans le meilleur des cas, maintenir l'exploitation capitaliste à l'intérieur des limites « normales » dictées à chaque instant par la conjoncture, mais ils sont absolument hors d'état de supprimer l'exploitation elle-même. [...] L'activité des syndicats se réduit donc essentiellement à la lutte pour l'augmentation des salaires et pour la réduction du temps de travail ; elle cherche uniquement à avoir une influence régulatrice sur l'exploitation capitaliste en suivant les fluctuations du marché. [...] Ce qui joue aujourd'hui le rôle de « contrôle social » – la législation ouvrière, le contrôle des sociétés par action, etc. – [...] ne constitue pas une atteinte à l'exploitation capitaliste, mais une tentative pour la normaliser.

Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, 1898, éd. Irène Petit, La Découverte, 2001.



Rosa Luxemburg lors d'un rassemblement à Stuttgart en 1907, entourée des portraits de Lassalle et de Marx.